



# La construction en profonde mutation, quel contexte énergétique pour demain ?

**Lennart DERRIDER**

Directeur général adjoint de la DG Transports Énergie de la Commission européenne.

## Lennart DERRIDER

Pour commencer, faisons un bilan rapide du contexte énergétique. Le prix du baril de pétrole, en vingt ans, est passé de 6 dollars à 139,89 dollars en début de semaine. Bien sûr, il faudrait normalement prendre en compte des critères tels que l'indexation, l'augmentation du PIB, etc. mais ces chiffres indiquent quand même la réelle évolution. Il y a, il est vrai, forcément une part de spéculation. Mais elle doit néanmoins être atténuée concernant une évolution de prix sur une période assez longue ; en effet, surtout avec un produit comme le pétrole, la spéculation s'applique sur les stocks qu'on a, et au bout d'un certain temps, s'il y a trop de spéculation, le marché doit s'effondrer.

Pour le gaz naturel, on constate aussi des évolutions technologiques, permettant d'avoir un prix plus fort et un marché beaucoup plus grand qu'auparavant. Le gaz, en tant que

produit liquéfié, est devenu un produit mondial qui va vers les États-Unis, le Brésil, la Chine et plus seulement vers l'Europe.

Le prix du bois a également augmenté de 80%, voire de 100% en cinq ans. On assiste aussi à la hausse du prix du charbon, 100% en douze mois. Bref, on voit bien que tous les éléments énergétiques ont fortement augmenté sur une période assez courte.

Quels sont donc les dangers potentiels à venir ? Tout d'abord, bien sûr, la position concurrentielle des économies européennes. On peut penser que le secteur chimique, à forte utilisation d'énergie, va subir des difficultés. On voit aussi que des pays producteurs d'énergie commencent à accaparer le marché de la plus-value, c'est-à-dire des produits transformés. Dans le passé, ces pays se contentaient de vendre le produit « énergie » à d'autres pays qui, eux, le raffinaient et le transformaient en produits finis. Maintenant qu'ils com-



mentent à construire des entreprises, des industries chimiques et de transformation dans leur propre pays, ils maîtrisent non seulement le prix du pétrole mais aussi celui de sa transformation.

Il y a aussi le danger du changement climatique : ce dernier a des impacts économiques, des impacts de désertification, des impacts sur le prix des assurances, sur les habitations, etc. Et bien sûr, l'élément principal concerne la sécurité d'approvisionnement en énergie dans le futur. Là, je voudrais juste indiquer que le nucléaire est évidemment un élément qui peut soutenir un prix, mais comme toute source d'énergie, il est en concurrence avec les prix des autres énergies. Ce n'est pas parce qu'il y a du nucléaire que le prix sera forcément bas. Le prix est formé par le marché : si les autres sources d'énergie soutiennent un prix à la hausse, le prix de n'importe quelle source d'énergie suivra cette évolution.

Parlons maintenant des objectifs européens annoncés pour 2020, à savoir 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 20% de part d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale et 20% de réduction de consommation d'énergie primaire. Bien sûr, ces pourcentages ne sont pas à échelle nationale, c'est un effort global européen qui doit être fait. La stratégie doit être européenne, notamment

parce que des pays comme le Danemark et la Suède peuvent avoir un potentiel beaucoup plus grand que d'autres en termes d'éolien par exemple, et qu'il faut donc analyser les emplacements où les investissements sont les plus judicieux.

En termes de législations mises en place pour promouvoir l'efficacité énergétique dans la construction, il y a la Directive sur la performance énergétique des bâtiments, ainsi que la Directive relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales. Cette dernière, assez complexe, fait surtout reposer sur les États membres la responsabilité des actions à mener pour réduire la consommation d'énergie de chaque pays.

En termes de production, il y a la Directive concernant la promotion de la cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité). N'oublions pas la labellisation, avec l'indication de la consommation des appareils domestiques (réfrigérateurs, fours électriques, etc.). Puis l'éco-conception, un nouveau concept qu'on est en train d'introduire et qui consiste à avoir une approche globale d'un produit. Et puis bien sûr, le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, qui pourrait être un instrument intéressant pour modifier le comportement du consommateur.

Actuellement, on est en train de



réfléchir aux améliorations à apporter à la Directive existante :

→ clarification et simplification : pour éviter d'avoir des réglementations trop lourdes et trop complexes à travers l'Union européenne, nous voulons identifier les points où l'on peut avoir une approche beaucoup plus simple, avec des conditions qui semblent peut-être plus rigoureuses mais qui dans l'application sont beaucoup plus efficaces ;

→ extension du champ d'application : des idées ont cours, par exemple, pour abaisser le seuil actuel de 1000 mètres carrés des bâtiments soumis à l'obligation d'efficacité énergétique lors d'une rénovation ;

→ renforcement des certificats : il s'agit de renforcer leur visibilité, pour que les citoyens soient habitués à voir un certificat énergétique de bâtiment et qu'ils en tiennent compte ;

→ renforcement des inspections en ce qui concerne les systèmes d'air conditionné et les chaudières.

Et surtout, il s'agit de mettre en place des mesures efficaces en termes de coût pour ne pas augmenter la lourdeur administrative, ni imposer des coûts excessifs pour un résultat discutable.

Nous devons avoir une approche

énergétique intégrée, et pas simplement dans le bâtiment. Il faut que chaque citoyen se rende compte que l'énergie va être chère, aujourd'hui et dans l'avenir, et que chacun regarde toute son approche énergétique, aussi bien dans son entreprise, dans ses produits ou dans ce qu'il offre aux consommateurs.

Cette intégration doit passer par les matériaux, dans le fait d'utiliser des matériaux à moindre besoin énergétique et d'analyser les modes de transport, et les alternatives au transport routier. Elle doit également passer par l'architecture, donc par des habitations énergétiquement efficaces. Beaucoup d'idées peuvent voir le jour, comme celle de remplacer pour un pâté de maisons les chaudières individuelles par un système de regroupement pour avoir une distribution d'électricité ou de chaleur un peu plus décentralisée. Et puis, cette approche énergétique doit être intégrée au développement urbain, ainsi que dans l'action publique bien sûr, les écoles, les administrations, les bâtiments publics étant de gros consommateurs d'énergie.

Sauver l'énergie n'est pas un luxe, surtout pour que l'énergie elle-même ne devienne pas un luxe. Voilà le message fondamental.